



Caisse interprofessionnelle AVS de la  
Fédération des Entreprises Romandes  
**FER CIAB 106.5**

## **INFORMATIONS GENERALES 2025**



## 1. Préambule

Les présentes instructions générales ne sont pas exhaustives. Elles contiennent les informations les plus importantes et les plus pertinentes pour vous permettre d'aller à l'essentiel.

Pour une vue plus complète, nous nous prions de vous référer aux mémentos référencés sous rubrique qui se trouvent sur notre site internet [www.fer-arcju.ch](http://www.fer-arcju.ch). Vous y trouverez d'autres mémentos, diverses informations ainsi que nos différents formulaires.

Vous pouvez également joindre en tout temps nos collaborateurs et collaboratrices ou nous adresser vos demandes par simple e-mail.

## 2. Modifications essentielles dès le 1<sup>er</sup> janvier 2025

Mémento Modifications annuelles

- **Barème dégressif des cotisations** : indépendants > voir détail sous points 3.1 et 5.1.
- **Franchise AVS** : possibilité de renoncer à la franchise (rappel) > voir détail sous points 3.4 et 5.2.
- **Rétributions de minime importance** : > voir détail sous point 4.7.
- **Augmentation des montants minimaux des allocations familiales** : > voir détail sous point 8.
- **Montants-limites dans la prévoyance professionnelle** : > voir détail sous point 9.
- **Modifications de la loi sur la poursuite pour dettes et faillites (LP)** : > voir détail sous point 10.5.
- **Augmentation des rentes AVS** : > voir détail sous point 11.
- **Réforme AVS 21** : domaine des rentes > voir détail sous point 12.

## 3. Cotisations AVS/AI/APG

Mémento 2.01

### 3.1 Taux de cotisations 2025

Le taux global de cotisation (y compris pour l'assurance-chômage) se présente comme suit :

Salariés et employeurs		Indépendants dès CHF 60'500.- de revenu*	
AVS	8.70%	AVS	8.10%
AI	1.40%	AI	1.40%
APG	0.50%	APG	0.50%
AC	2.20%	AC	.-
Taux global	12.80%	Taux global maximum	10.00%*
Part du salarié	6.40%		

\* De CHF 10'100.- à CHF 60'499.- de revenu annuel : barème dégressif (2024 : de CHF 9'800.- à CHF 58'799.-)



### 3.2 Début et fin de l'obligation de cotiser

L'obligation de cotiser débute le **1<sup>er</sup> janvier de l'année qui suit** celle où est atteint l'âge de **17 ans**. Les jeunes gens et jeunes filles nés en 2007 sont soumis à l'obligation de cotiser pour la 1<sup>ère</sup> fois dès le **1<sup>er</sup> janvier 2025**.

Dès lors, **les employeurs qui occupent des jeunes nés en 2007** voudront bien nous annoncer ces nouveaux assurés par le biais de nos e-services.

**L'obligation de cotiser à l'AVS/AI/APG demeure aussi longtemps qu'une activité lucrative est exercée.**

### 3.3 Annonce d'entrée et sortie des collaborateurs

Nous vous recommandons **d'annoncer l'entrée et la sortie de vos collaborateurs** par le biais de nos e-services afin que nous puissions verser/cesser d'éventuelles prestations (allocations familiales, APG, maternité, etc.) et les intégrer sur le formulaire de la déclaration annuelle des salaires.

### 3.4 Cotisations des personnes salariées ayant atteint l'âge de référence (anciennement « âge de la retraite »)

**Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024**, les revenus des personnes ayant atteint l'âge de référence (**en 2025 : 64 ans et 3 mois pour les femmes / 65 ans pour les hommes**) et qui poursuivent une activité lucrative continuent d'être soumis aux cotisations AVS/AI/APG.

Les cotisations ne sont toutefois perçues que sur la part du revenu qui excède CHF 16'800.-/année civile ou CHF 1'400.-/mois (**franchise**) et ce, à compter du mois qui suit celui durant lequel l'âge de référence a été atteint.

**Les personnes concernées peuvent renoncer à la franchise.** Cas échéant, elles doivent en informer leur employeur au plus tard jusqu'au paiement du premier salaire après qu'elles aient atteint l'âge de référence ou du paiement du premier salaire de toute année subséquente.

Si le salarié accepte la déduction de la franchise, il ne pourra plus exiger, après coup, une perception des cotisations sur l'intégralité du salaire.

Le choix relatif à la perception des cotisations sur le salaire est automatiquement reconduit l'année suivante si le salarié ne demande pas sa modification à son employeur jusqu'au paiement du premier salaire de l'année suivante.

Voir également point **12.2 Poursuite de l'activité lucrative après l'âge de référence**

### 3.5 Assujettissement des personnes travaillant à l'étranger

Mémento 2.12

Des prescriptions spéciales sont applicables en matière d'assujettissement des personnes qui travaillent ou sont domiciliées à l'étranger. De plus, les ressortissants suisses ou de l'UE travaillant simultanément en Suisse et dans un ou plusieurs Etats de l'UE sont assujettis à la sécurité sociale d'un seul Etat. En raison de la complexité des règles internationales applicables, nous recommandons aux entreprises concernées de soumettre leurs questions par mail.



## 4. Salaire déterminant AVS

Mémento 2.01

### 4.1 Part privée au véhicule

L'utilisation d'un véhicule d'entreprise à des fins privées fait partie du salaire déterminant à raison de 0.9% par mois de la valeur d'acquisition sans la TVA.

### 4.2 Cadeaux en nature

Les cadeaux en nature accordés par l'employeur au salarié à l'occasion d'événements particuliers (Noël, Nouvel-An, anniversaire, etc.) **sont soumis à cotisations pour autant qu'ils dépassent CHF 500.- par année.**

### 4.3 Salaires nets et cotisations légales

**Les prestations de l'employeur qui consistent à prendre en charge la part salariale des cotisations AVS/AI/APG/AC et les impôts dus par le salarié font partie du salaire déterminant** (conventions de salaires nets, gratifications ou salaires complémentaires versés sans retenue AVS). Une table officielle de conversion est mise à disposition des affiliés.

### 4.4 Décès du salarié

Les cotisations sont dues jusqu'au jour du décès. Par mesure de simplification, le salaire du mois entier du décès peut encore être déclaré à la caisse, les cotisations étant alors payées sur ce salaire.

Le versement de salaires arriérés, les vacances, les heures supplémentaires, part au 13<sup>ème</sup>, les bonus et autres rétributions pour le travail fourni par la personne décédée font également partie du salaire déterminant.

### 4.5 Mandat aux indépendants

Lorsque vous faites appel aux services d'un indépendant, vous devez vous assurer qu'il est bien affilié auprès d'une Caisse de compensation en lui demandant une attestation. A défaut d'être reconnu comme indépendant, il devra être considéré comme l'un de vos salariés et ses honoraires comme du salaire. Le type d'activité couvert doit bien entendu être d'un genre similaire aux travaux confiés. En cas de doute, veuillez contacter la Caisse !

### 4.6 Honoraires versés aux administrateurs

**Tous les tantièmes, indemnités fixes et jetons de présence** des membres de l'administration, des organes dirigeants et de l'organe de contrôle des personnes morales **font partie du salaire déterminant** et doivent être déclarés à l'AVS.

### 4.7 Rétributions de minime importance

Mémento 2.04

Lorsque le salaire déterminant de l'assuré n'excède pas **CHF 2'500.-** (en 2024 : CHF 2'300.-) par année civile et par employeur, les cotisations ne sont perçues qu'à la demande de l'assuré. Par contre, les cotisations dues sur le salaire déterminant dans les domaines de la culture et artistique doivent être versées dans tous les cas ; cette même règle est applicable pour le personnel de maison sauf pour les jeunes jusqu'à 25 ans si le salaire déterminant n'excède pas CHF 750.-/an.



#### 4.8 Rémunérations ne faisant pas partie du salaire déterminant

- La solde militaire, la solde pour les personnes servant dans la protection civile et l'argent de poche des personnes servant dans le service civil ; les indemnités analogues à une solde dans les services publics du feu, jusqu'à CHF 5'300.- (la part des salaires excédant ce montant est soumise à cotisations), et les indemnités de cours pour les moniteurs et monitrices des jeunes tireurs ;
- Les prestations d'assurance en cas d'accidents, de maladie ou d'invalidité ;
- Les allocations familiales (allocations pour enfants, allocations de formation professionnelle, de ménage, de mariage et de naissance) conformes à l'usage local ou professionnel ;
- Les contributions des employeurs aux primes d'assurance-maladie et accidents du personnel, à condition qu'elles soient versées directement à l'assureur et que tous les salariés soient traités de la même manière ;
- Les cadeaux de fiançailles et de mariage ;
- Les primes pour la réussite d'examens professionnels jusqu'à concurrence de CHF 500.-
- Les dons des employeurs à l'occasion d'un anniversaire de l'entreprise (au plus tôt 25 ans après la fondation de l'entreprise, puis à 25 ans d'intervalle) ;
- Les cadeaux en nature dont la valeur ne dépasse pas CHF 500.- par an

## 5. Cotisations personnelles des indépendants

Mémento 2.02

### 5.1 Cotisations AVS/AI/APG et AF

La cotisation AVS/AI/APG et AF de l'indépendant est fixée chaque année sur la base du revenu effectif de l'exercice correspondant et du capital propre investi dans l'entreprise au dernier jour dudit exercice.

Dans l'intervalle, la Caisse prélève des acomptes sur la base de la dernière taxation dont elle a connaissance à défaut de données communiquées par l'affilié.

**Il appartient aux affiliés indépendants de nous faire part, sans retard, de toute variation sensible de leur revenu (à la hausse comme à la baisse).** Motif : des intérêts moratoires de 5% l'an devront être perçus si les cotisations dues s'écartent d'au moins 25% par rapport aux acomptes prélevés et si elles ne sont pas versées à la Caisse de compensation dans l'année qui suit l'année de cotisations (ex. : pour la cotisation 2024, basée sur le revenu 2024 que l'Autorité fiscale ne serait pas en mesure de nous communiquer durant l'année 2025).

**En 2025, dès CHF 60'500.- de revenu annuel, la cotisation AVS/AI/APG s'élève à 10%** (en 2024 : CHF 58'800.-). **Pour les revenus entre CHF 60'499.- et CHF 10'100.-** (en 2024 : CHF 58'799 et CHF 9'800.-), **la cotisation s'abaisse** progressivement de 9,321% à 5,371% selon le barème dégressif. **Si le revenu est inférieur à CHF 10'100.-** (en 2024 : CHF 9'800.-), **la cotisation minimale** des assurés exerçant une activité lucrative indépendante **est fixée à CHF 530.-/année** (en 2024 : CHF 514.-/année).

La cotisation AF est perçue sur le revenu annuel mais plafonné à CHF 148'200.- (montant maximal du gain assuré LAA).

### 5.2 Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024, les revenus des personnes indépendantes ayant atteint l'âge de référence (en 2025 : 64 ans et 3 mois pour les femmes / 65 ans pour les hommes) et qui poursuivent une activité lucrative continuent d'être soumis aux cotisations AVS/AI/APG.

Les cotisations ne sont toutefois perçues que sur la part du revenu qui excède CHF 16'800.-/année civile ou CHF 1'400.-/mois (**franchise**).



**Les personnes indépendantes concernées peuvent renoncer à la franchise.** Cas échéant, elles doivent en informer leur caisse de compensation jusqu'au 31 décembre de l'année de cotisation concernée. Afin d'éviter des facturations ultérieures importantes, il est recommandé de ne pas attendre la fin de l'année pour renoncer à la franchise.

Le choix relatif à la perception des cotisations sur le revenu est automatiquement reconduit l'année suivante si l'indépendant ne demande pas sa modification à sa caisse de compensation d'ici au 31 décembre de cette année-là.

## 6. Assurance-chômage (AC)

Mémento 2.08

### 6.1 Taux de cotisation

Le taux de la cotisation AC est fixé à 2,2% et ce jusqu'à une limite de CHF 148'200.-/an, respectivement de CHF 12'350.-/mois.

Rappel : dès le 01.01.2023 la contribution de solidarité de 1%, perçue sur les revenus annuels dépassant CHF 148'200.-/an ou CHF 12'350.-/mois a été supprimée.

### 6.2 Exemption

Les femmes et les hommes sont totalement exemptées de la contribution AC **à compter du mois qui suit celui où elles ont atteint l'âge de référence** (en 2025 : 64 ans et 3 mois pour les femmes / 65 ans pour les hommes).

### 6.3 Réduction de l'horaire de travail (RHT) et intempéries

Mémento 2.11

**En cas de réduction de l'horaire de travail ou d'arrêt provoqué par les intempéries, l'employeur est tenu de continuer à payer entièrement les cotisations aux assurances sociales**, comme si la durée de travail était normale et même si l'employé ne reçoit pas la totalité du salaire.

La Caisse de Chômage Interprofessionnelle (FER CCI) de notre fondatrice, à Porrentruy, se tient à votre disposition.

### 6.4 Perte de travail

En cas de perte de travail (**chômage complet**), le chômeur doit s'annoncer à l'ORP de son district, sur la plateforme Job-Room.ch pour les formalités administratives et faire valoir son droit auprès de la Caisse de chômage de son choix.

La Caisse de Chômage Interprofessionnelle (FER CCI) de notre fondatrice, à Porrentruy, se tient à votre disposition.



## 7. Allocations perte de gain APG et allocations de maternité/de paternité/de prise en charge/d'adoption

Mémento 6.01 (militaire et protection civile)



Mémento 6.02 (maternité)

Mémento 6.04 (autre parent)



Mémento 6.10 (prise en charge)



Mémento 6.11 (adoption)

Le montant maximal de l'allocation perte de gain APG totale s'élève à CHF 275.-/jour.

L'allocation versée aux recrues est de CHF 69.-/jour.

L'allocation de maternité, de paternité et de prise en charge se monte au plus à CHF 220.-/jour.

Pour les affiliés décomptant mensuellement ou trimestriellement, la « Note de crédit » est en principe déduite par nos soins sur la prochaine facture. Sur demande conjointe de l'assuré et de l'employeur, les allocations peuvent être payées directement au militaire, aux parents, au père ou à la bénéficiaire de l'allocation de maternité.

**Les allocations militaires, de paternité, de maternité, de prise en charge et d'adoption sont soumises à la cotisation AVS/AI/APG/AC.** La totalité des salaires versés aux salariés qui font du service dans l'armée, dans la protection civile ou durant le congé maternité/paternité/prise en charge/adoption est soumise à la cotisation légale, y compris les allocations précitées. **La part patronale de 6.4% est restituée à l'employeur par la Caisse de compensation.**

Afin d'éviter tout retard ou risque d'erreur dans le traitement des questionnaires APG et AMat/APat/APC, il est important que l'employeur vérifie l'exactitude des indications données par le salarié. De même, toutes les rubriques réservées à l'employeur doivent être dûment remplies et signées.

### 7.1 Prolongation du droit à l'allocation en cas de décès d'un des parents

En cas de décès de la mère dans les 14 semaines qui suivent la naissance de l'enfant, le père – respectivement l'épouse de la mère – se verra octroyer, en plus de son congé de paternité de deux semaines, un congé supplémentaire de 14 semaines. Celui-ci devra être pris immédiatement après le décès et de manière ininterrompue et prendra fin de manière anticipée, notamment si le père – respectivement l'épouse de la mère – reprend une activité lucrative.

En parallèle, en cas de décès du père ou de l'épouse de la mère au cours des six mois suivant la naissance de l'enfant, la mère survivante aura droit à un congé supplémentaire de deux semaines, qu'elle pourra prendre selon les mêmes modalités que le congé de paternité.

## 8. Allocations familiales (AF)

Mémento 6.08

**Les montants minimaux des allocations pour enfant et des allocations de formation prévus dans la loi fédérale sur les allocations familiales (LAFam) seront relevés au 1<sup>er</sup> janvier 2025.**



Cette adaptation peut avoir une incidence sur les montants fixés au niveau cantonal. Nous vous prions de vous référer au courrier envoyé en fin d'année, vous indiquant les prestations valables et les taux de cotisation dès le 01.01.2025.

## 9. Prévoyance professionnelle (LPP)

Mémento 6.06

### Montants limites de la prévoyance professionnelle au 01.01.2025 :

- Salaire annuel minimal pour l'assujettissement obligatoire CHF 22'680.- (en 2024 : CHF 22'050.-)
- Limite supérieure du salaire annuel CHF 90'720.- (en 2024 : CHF 88'200.-)
- Déduction de coordination CHF 26'460.- (en 2024 : CHF 25'725.-)
- Salaire coordonné minimal annuel CHF 3'780.- (en 2024 : CHF 3'675.-)

## 10. Perception des cotisations

Mémento 2.01 (cotisations salariales)

Mémento 2.02 (cotisations des indépendants)

La perception des cotisations est régie par des dispositions contraignantes, lesquelles peuvent se résumer comme suit :

### 10.1 Délai de paiement

Les cotisations légales **doivent être payées dans les 10 jours** qui suivent l'expiration de la période de paiement (mois ou trimestre). Les autres décomptes sont payables à 30 jours.

### 10.2 Taxe de sommation

**Si l'affilié ne respecte pas les délais** de paiement des contributions après un premier rappel, **une sommation est notifiée** et une taxe de CHF 20.- à CHF 200.- est perçue par la Caisse de compensation.

### 10.3 Intérêts moratoires

Des intérêts moratoires au taux de **5% l'an seront perçus obligatoirement lorsque les cotisations dues sont versées** (la date de réception sur le compte de la Caisse AVS est déterminante – la date du débit à la Poste ou à la Banque est sans importance) **après le 30<sup>e</sup> jour à compter de la fin de la période pour laquelle elles sont dues** (ex. après le 30.04 pour la facture de mars / intérêts calculés dès le 1<sup>er</sup> avril) **ou de l'établissement de la facture** pour les décomptes non périodiques.

**Pour toute attestation annuelle de salaires que l'affilié retournerait après le 30 janvier 2025 (la date de réception par la Caisse AVS est déterminante) et qui engendrerait un décompte en faveur de la Caisse AVS, des intérêts moratoires devront être perçus** dès le 1<sup>er</sup> janvier sur le montant dudit décompte.

Lorsque l'employeur ne déclare pas à la Caisse AVS les salaires qu'il a versé (par ex. affiliation tardive, contrôle d'employeur, etc.), la Caisse de compensation fixe par décision les cotisations avec effet rétroactif maximum 5 ans à compter de la fin de l'année civile pour laquelle les cotisations sont dues. A ces cotisations arriérées s'ajoutent également les intérêts moratoires.

Les intérêts moratoires sont également perçus pour les régimes des allocations familiales et de la prévoyance professionnelle LPP.





#### 10.4 Paiement mensuel des cotisations

Les employeurs qui versent **plus de CHF 200'000.- de salaires par année doivent payer leurs cotisations mensuellement.**

Nous prions nos affiliés de ne pas nous tenir rigueur de toutes ces procédures en matière de perception des cotisations. Notre Caisse est toujours disposée à accorder des prolongations de délais ou sursis aux paiements sur requête préalable de l'affilié, toutefois dans les limites des prescriptions légales et moyennant la perception d'intérêts moratoires.

#### 10.5 Lutte contre l'usage abusif de la faillite

Mémento 2.14

Pour lutter contre l'usage abusif de la faillite, une révision de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite (LP) entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2025.

A compter de cette date, toute entité inscrite au Registre du commerce (personne morale, personnes physique, association, fondation, ...) **sera poursuivie par voie de faillite** et non plus par voie de saisie pour ses dettes publiques. Ces dettes comprennent non seulement les créances d'impôts, de TVA, de taxes, etc. mais également les créances de cotisations sociales dont les cotisations AVS.

Ces nouvelles dispositions s'appliqueront également aux créances nées avant le 1<sup>er</sup> janvier 2025, à condition qu'elles n'aient pas encore fait l'objet d'un « avis de saisie ».

Le délai imparti pour s'acquitter des cotisations dues dans le cadre d'une poursuite par voie de faillite est considérablement raccourci. L'issue ultime est la mise en faillite du débiteur et la fin de ses activités.

Si vous n'êtes pas en mesure de payer les cotisations ouvertes dans les délais impartis, nous vous recommandons vivement de nous contacter suffisamment tôt par e-mail. Nous vous aiderons volontiers à envisager, dans les situations qui se justifient, une prolongation du délai ou un paiement échelonné qui vous éviteront des frais ou des dépenses substantielles.

### 11. Prestations de l'AVS/AI

**Dès le 1<sup>er</sup> janvier 2025, les rentes AVS/AI seront relevées de 2,9%.**

La rente de vieillesse minimale passera de CHF 1'225.- à CHF 1'260.- par mois, et de CHF 2'450.- à CHF 2'520.- par mois pour la rente maximale.

Montants en francs et par mois, basés sur une durée complète de cotisation :

Prestations de l'AVS		
	Minimale	Maximale
Rente de vieillesse	1'260.-	2'520.-
Rente maximale de couple	3'780.-	
Rente de veuf/veuve	1'008.-	2'016.-
Rente d'orphelin et pour enfant	504.-	1'008.-
Rente maximale 2 rentes pour le même enfant	1'512.-	



## 12. Réforme AVS 21

Mémento 31 (qu'est-ce qui change ?)



Mémento 3.01 (rentes de vieillesse)

Mémento 3.04 (flexibilisation de la retraite)

Mémento 3.06 (calcul anticipé de la rente)



Mémento 3.08 (nouveau calcul de la rente après l'âge de référence)

La réforme AVS 21 est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2024. Elle déploie ses effets en deux temps. Dans un 1<sup>er</sup> temps, soit dès le 1<sup>er</sup> janvier 2024, introduction de la flexibilisation du départ à la retraite. Dans un second temps, soit dès le 1<sup>er</sup> janvier 2025, l'âge de la retraite des femmes sera progressivement relevé pour atteindre le même que celui des hommes (65 ans).

### 12.1 Flexibilisation du départ à la retraite

L'âge de référence (auparavant « âge de la retraite ») est l'âge à partir duquel s'ouvre le droit à une rente de vieillesse.

Dès le 1<sup>er</sup> janvier 2024, les hommes et les femmes peuvent anticiper de manière plus flexible leur rente (dès 63 ans, respectivement, dès 62 ans).

L'anticipation peut être mensualisée. Il est aussi possible d'anticiper seulement une partie de la rente (au minimum 20% et au maximum 80%). La rente est alors réduite par mois d'anticipation. Au cours de ce passage progressif à la retraite, il est possible d'augmenter le pourcentage de rente versé mais qu'une seule fois. Après quoi, la partie de rente restante doit être prise entièrement.

Les hommes et femmes peuvent également ajourner leur rente, jusqu'à 5 ans au maximum après l'âge de référence. La perception de la rente est ajournée d'une année au moins. Passé ce délai, l'ajournement peut être révoqué chaque mois.

De manière analogue à l'anticipation, le pourcentage de rente déjà ajourné (au minimum 20% et au maximum 80%) ne peut être réduit qu'une fois. Après quoi, le reste de la rente devra être pris entièrement. Cas échéant, elle sera majorée.

Il est également possible d'anticiper le versement d'une partie de la rente et d'ajourner la partie restante. Cette part peut être modifiée une seule fois.

### 12.2 Poursuite de l'activité lucrative après l'âge de référence

La poursuite de l'activité lucrative après l'âge de référence (65 ans pour les hommes / 64 ans et 3 mois pour les femmes en 2025 (2024 : 64 ans pour les femmes)) est encouragée avec la possibilité de renoncer à la franchise de cotisations (CHF 1'400.-/mois ou CHF 16'800.-/année). Les cotisations payées après l'âge de référence seront prises en compte et permettront ainsi de combler des lacunes de cotisations et d'améliorer la rente de vieillesse, pour autant que le montant maximal de rente ne soit pas déjà atteint.

### 12.3 Age de référence des femmes

Le relèvement progressif de l'âge de référence des femmes débutera le 1<sup>er</sup> janvier 2025.



Il s'opérera de la manière suivante :

Année	Age de référence	Concerne les femmes nées en
2025	64 ans et 3 mois	1961
2026	64 ans et 6 mois	1962
2027	64 ans et 9 mois	1963
2028	65 ans	1964 et suivantes

Cette harmonisation de l'âge de la retraite s'accompagnera de mesures de compensation pour les femmes de la génération transitoire (nées entre 1961 et 1969).

D'une part, les femmes de la génération transitoire qui ne demanderont pas à percevoir leur rente de manière anticipée auront droit à un supplément de rente à vie (le montant dépendra de différents facteurs dont notamment la durée de cotisation et le revenu moyen réalisé durant cette période).

D'autre part, en cas d'anticipation de la rente, elles bénéficieront d'un taux de réduction plus bas que ceux actuellement en vigueur (actuellement : 6,8% par année).

**Pour toute information d'ordre général, vous pouvez consulter le site internet de l'OFAS : <https://www.bsv.admin.ch/bsv/fr/home.html>, rubrique Stabilisation de l'AVS (AVS 21).**

### 13. e-services

Les entreprises, ayant accès à nos e-services, peuvent effectuer de nombreuses tâches en ligne :

- Téléchargement des factures périodiques paritaires et indépendants (CIAB et/ou CIEPP)
- Transmission de la déclaration annuelle des salaires (saisie en ligne / transfert au format PUCS / via Swissdec) (CIAB)
- Annonce annuelle des salaires (CIEPP)
- Annonce de modification de la masse salariale en début et/ou en cours d'année (CIAB)
- Annonce et modification du revenu pour indépendants (CIAB)
- Annonce de nouveaux collaborateurs\* (CIAB et/ou CIEPP)
- Transfère de collaborateurs entre succursale\* (CIAB et/ou CIEPP)
- Annonce de départ de collaborateurs\* (CIAB et/ou CIEPP)
- Annonce de changement contractuel (modification du salaire, du taux d'activité) et d'état civil (CIEPP)
- Calcul de cotisation (simulation) en cas d'entrée de collaborateur, de modification de salaire / taux d'activité (CIEPP)
- Demande d'allocations familiales (CIAB)
- Téléchargement des décisions d'allocations familiales (CIAB)
- Demande d'attestations de droit et de paiement d'allocations familiales (CIAB)
- Demande de certificat d'assurance (CIAB)
- Liste des collaborateurs (CIAB et/ou CIEPP)
- Liste des allocations familiales et des allocations perte de gain militaire / maternité versées (CIAB)
- Suivi des démarches et actualités (CIAB et/ou CIEPP)
- Messagerie sécurisée (CIAB et/ou CIEPP)

\* 1 seule procédure pour transmettre l'information/la demande à la FER CIAB et à la CIEPP

Si vous ne disposez pas encore d'un accès à nos services en ligne, il vous suffit d'en faire la demande sur notre site [www.fer-arcju.ch](http://www.fer-arcju.ch) en allant sur



e-services employeurs / indépendants